

Compte rendu

Les groupes d'électricité ne participent pas assez à la lutte contre l'émission de gaz carbonique

LE MONDE | 27.11.08 | 15h26 • Mis à jour le 27.11.08 | 15h26

Maudites énergies fossiles ! Il n'y a pas qu'en Chine et en Inde qu'elles obscurcissent les perspectives environnementales. La vieille Europe, qui fut la première à en faire un usage industriel intensif, continue d'en brûler allégrement, surtout dans ses centrales électriques. Si l'on y ajoute l'augmentation de la production de courant elle-même (+ 1,5 %), le *"bilan carbone"* des grands groupes d'électricité s'est dégradé en 2007, révèle une étude publiée mardi 25 novembre par PricewaterhouseCoopers et Enerpresse, qui s'attendent à une nouvelle hausse des rejets de CO₂ en 2008.

L'étude, réalisée auprès des 22 principaux producteurs européens d'électricité, conclut que ceux-ci ont généré 800 millions de tonnes (Mt) de CO₂ en 2007, soit 3 % de plus qu'en 2006 et 6 % de plus qu'en 2001. *"La dégradation du facteur carbone européen des électriciens prouve qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'atteindre les objectifs de réduction de CO₂ fixés"*, note l'enquête, soit une division par deux d'ici à 2050 par rapport à 2006 et de 80 % dans les pays du G7.

Les bons élèves sont le danois Dong (- 28 %) et le finlandais Fortum (- 43 %). Les trois compagnies responsables de la plus forte progression des émissions de CO₂ sont la tchèque CEZ (+ 29 %) et les allemandes E.ON (+ 10 %) et RWE (+ 3 %). Outre-Rhin, ces mauvais résultats ne manqueront pas d'alimenter le débat sur l'énergie nucléaire, puisque ces augmentations de CO₂ ne sont pas imputables au seul accroissement de la production d'électricité, mais aussi à un changement du *"mix énergétique"* : moindre utilisation des centrales atomiques et des renouvelables, recours accru au charbon, au gaz et au pétrole.

Premier producteur européen d'électricité, EDF rejette moins de CO₂ (94 Mt) que son concurrent RWE (147 Mt), mais plus que E.ON (87 Mt), le suédois Vattenfall (74 Mt) et l'espagnol Endesa (64 Mt). C'est aussi un de ceux qui émet le moins de CO₂ par mégawatt/heure grâce au nucléaire et aux barrages hydroélectriques : avec 145 kilos de CO₂, il arrive en cinquième position des électriciens ayant le plus faible facteur carbone.

Dans le cadre du plan de lutte contre le changement climatique, l'Union européenne a prévu un Système communautaire d'échange de quotas d'émission permettant aux gros émetteurs de gaz à effet de serre de racheter des droits à polluer à des industriels plus "propres". Ce mécanisme dit ETS en inquiète plus d'un, puisque ces permis deviendront payants à partir de 2013. Si les électriciens ne peuvent pas délocaliser leur production pour éviter les surcoûts liés à ces *"permis carbone"*, les autres industriels en ont la possibilité.

ENTORSE AUX PRINCIPES LIBÉRAUX

Au nom de la sauvegarde de l'emploi en Europe, la Commission de Bruxelles envisage de faire une entorse à ses principes libéraux qui bannissent autant que faire se peut l'intervention des Etats. *"Une aide pourrait être jugée nécessaire pour atteindre les objectifs environnementaux de l'ETS au cas où l'impact de ses coûts pénaliserait les entreprises à tel point qu'elles quitteraient l'UE sans réduction globale des émissions"*, indique un document interne cité par l'agence Reuters.

Le changement climatique n'a jamais fait peser une hypothèque aussi lourde sur le monde au moment où s'ouvre à Poznan (Pologne), le 1^{er} décembre, des négociations internationales destinées à relancer - et amplifier - le

protocole de Kyoto. Les émissions des 40 pays industrialisés ont progressé de 2,3 % entre 2000 et 2006, constate un récent rapport des Nations unies. Il est urgent que les gouvernements engagent une vigoureuse transition énergétique pour "décarboner" l'économie mondiale, notent le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

"Les émissions de CO₂ augmenteront de 130 % d'ici 2050, si de nouvelles politiques d'énergie ne sont pas mises en place", a récemment averti le directeur exécutif de l'AIE, Nobuo Tanaka, prônant notamment un fort développement des capacités de captage-stockage de CO₂. Las, ces investissements sont gourmands en capitaux et renchérissent le prix des produits, notamment l'électricité. En pleine crise économique et financière, ils risquent de devenir moins urgents pour les industriels que pour les climatologues.

Jean-Michel Bezat

Article paru dans l'édition du 28.11.08

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr
- » groupe

Télé

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -60%
- » Déjà abonné au journal

**Abonnez-vous au Monde.fr - 6€** [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-